

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



**PREMIÈRE COMMISSION, 1459<sup>e</sup>  
SÉANCE**

Lundi 21 novembre 1966,  
à 11 heures

**NEW YORK**

**SOMMAIRE**

Page

*Point 28 de l'ordre du jour:*

*Nécessité de suspendre d'urgence les essais  
nucléaires et thermonucléaires: rapport de  
la Conférence du Comité des dix-huit puis-  
sances sur le désarmement (suite)*

*Discussion générale (suite) . . . . . 205*

*Président: M. Leopoldo BENITES (Equateur).*

**POINT 28 DE L'ORDRE DU JOUR**

Nécessité de suspendre d'urgence les essais nucléaires et thermonucléaires: rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement (suite) [A/6390-DC/228, A/C.1/L.380]

**DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)**

1. M. BIELKA-KARLTREU (Autriche) souligne que la conclusion en 1963 du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau a constitué une mesure importante vers la suspension de tous les essais d'armes nucléaires; malheureusement, par suite de tensions internationales survenues au cours des trois dernières années, ce traité a perdu une partie de son efficacité: deux des puissances nucléaires n'y sont pas parties et les négociations relatives à l'interdiction des essais souterrains n'ont jusqu'à présent pas abouti à des résultats concrets. La situation est d'autant plus à déplorer que la suspension de tous les essais d'armes nucléaires représente un facteur important, sinon décisif, dans les tentatives faites pour arrêter la course aux armements nucléaires.

2. La délégation autrichienne partage l'opinion exprimée par le Secrétaire général dans l'introduction à son rapport annuel pour 1965-1966 (A/6301/Add.1) selon laquelle la poursuite des essais souterrains d'engins nucléaires pourrait conduire avant longtemps à une nouvelle course aux armements et à la mise au point de systèmes d'armes offensives et défensives jusqu'ici inconnus. Ce fait accroîtrait le sentiment d'insécurité et pourrait entraîner la rupture de l'équilibre déjà précaire de la dissuasion nucléaire. La délégation autrichienne estime donc qu'il est de la plus grande importance de concentrer les efforts non seulement sur la conclusion rapide d'un traité de non-prolifération, mais aussi sur un accord inter-

disant les essais d'armes nucléaires dans tous les milieux.

3. La délégation autrichienne tient à rendre hommage aux huit membres non alignés du Comité des dix-huit puissances qui ont déployé des efforts soutenus en vue de résoudre le problème de la vérification de la stricte observation des dispositions d'un accord sur l'interdiction complète des essais nucléaires. Leur mémorandum commun du 17 août 1966<sup>1/</sup> offre toute une gamme de possibilités fondées sur les progrès de la recherche sismologique. Les techniques perfectionnées de détection et d'identification des phénomènes sismiques pourraient en effet être utilisées comme instrument efficace de contrôle international et pourraient remplacer peu à peu la notion si discutée des inspections sur place. A cet égard, la délégation autrichienne se félicite en particulier de l'initiative de la Suède visant à créer un "club de détection"<sup>2/</sup>. La Conférence sur l'échange de données sismologiques qui s'est tenue à Stockholm en mai 1966 constitue une première étape dans cette direction et il est à espérer qu'elle bénéficiera de l'appui de tous les pays nucléaires et non nucléaires. La délégation autrichienne a également noté avec intérêt les propositions émises au sein du Comité des dix-huit puissances en vue de suspendre immédiatement tous les essais souterrains qui peuvent être aisément identifiés à l'heure actuelle grâce aux techniques de détection sismique.

4. L'Autriche, qui a déjà officiellement renoncé par traité international à posséder ou à fabriquer des armes nucléaires, est en faveur de toute proposition visant à l'interdiction effective des essais nucléaires souterrains. Les aspects techniques d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires ont été suffisamment éclaircis pour que la conclusion d'un accord dans ce domaine constitue, essentiellement à l'heure actuelle, une question de volonté politique. La délégation autrichienne espère donc que le projet de résolution A/C.1/L.380 trouvera un appui général de la part des membres de la Commission et qu'il sera rapidement mis en œuvre grâce à un traité international efficace.

*La séance est levée à 11 h 15.*

<sup>1/</sup> Voir Documents officiels de la Commission du désarmement, Supplément de 1966, document DC/228, annexe I, sect. O.

<sup>2/</sup> Ibid., Supplément de janvier à décembre 1965, document DC/227, annexe I, sect. B.

